



Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : juin 2020 - juin 2021

Date de parution : décembre 2021

Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge	9
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	13
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	16
8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	19
Note méthodologique	22
ANNEXES	23

Les chiffres des flux annuels depuis 2009 sont disponibles sur la page suivante :

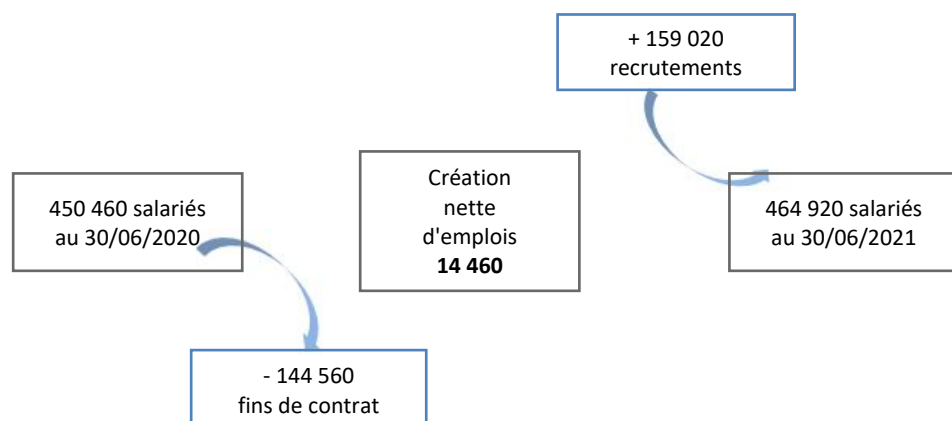
<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html>

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.

Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 30 juin 2021, il y avait 464 920 salariés au Luxembourg contre 450 460 au 30 juin 2020. Entre ces deux dates, on observe 159 020 recrutements et 144 560 fins de contrat (dont près de 6 690 départs à la retraite¹). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 14 460 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 14 460 unités sur la période étudiée, soit une progression de 3,2%.

1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	130 600	117 850	12 750
Salariés intérimaires	28 420	26 710	1 710
Total	159 020	144 560	14 460

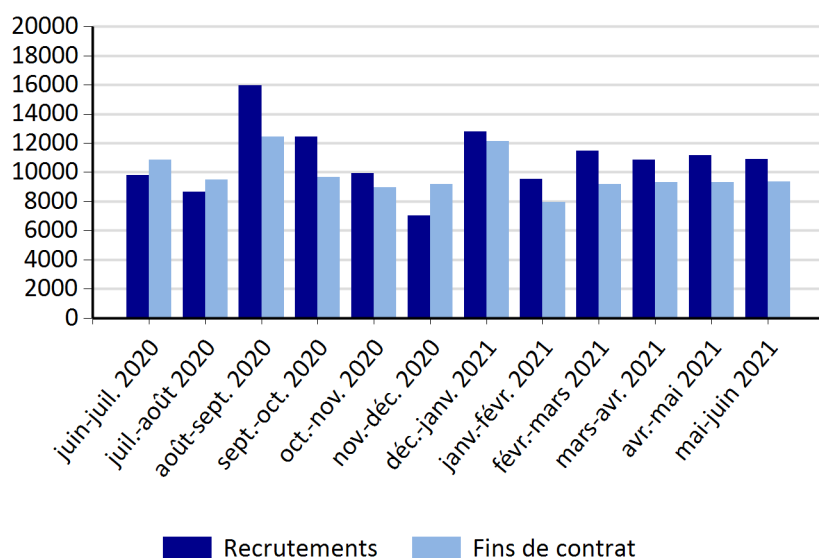
Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 18% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 82% concernent des emplois salariés non intérimaires.

Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 18% et 82%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 30 juin 2021, 1,9% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 9 040 personnes).

¹Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour la période étudiée. En se basant sur les données des 12 mois antérieurs, on peut estimer à quelque 600 les départs à la retraite du régime statutaire.

2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée²

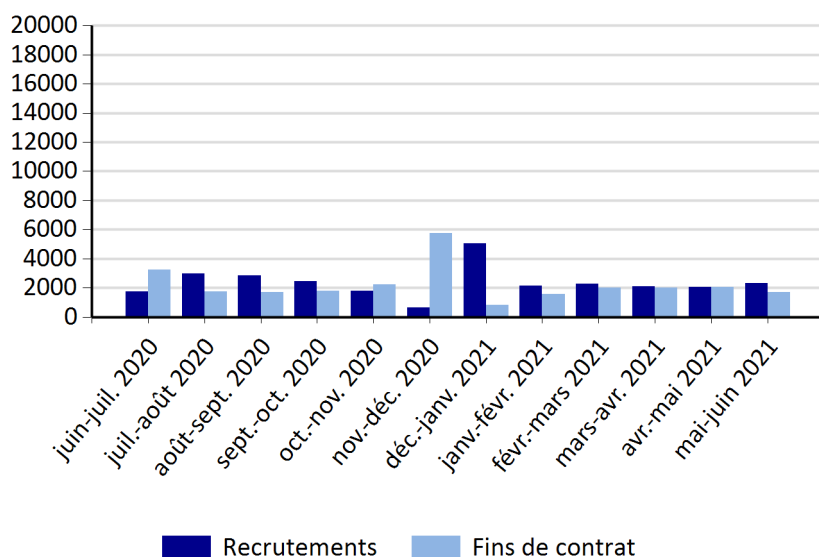
Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 7 030 et 15 960 ; celui des fins de contrat, entre 7 960 et 12 430.

Guide de lecture : Entre juin et juillet 2020, on observe 9 790 recrutements et 10 840 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

Salariés intérimaires

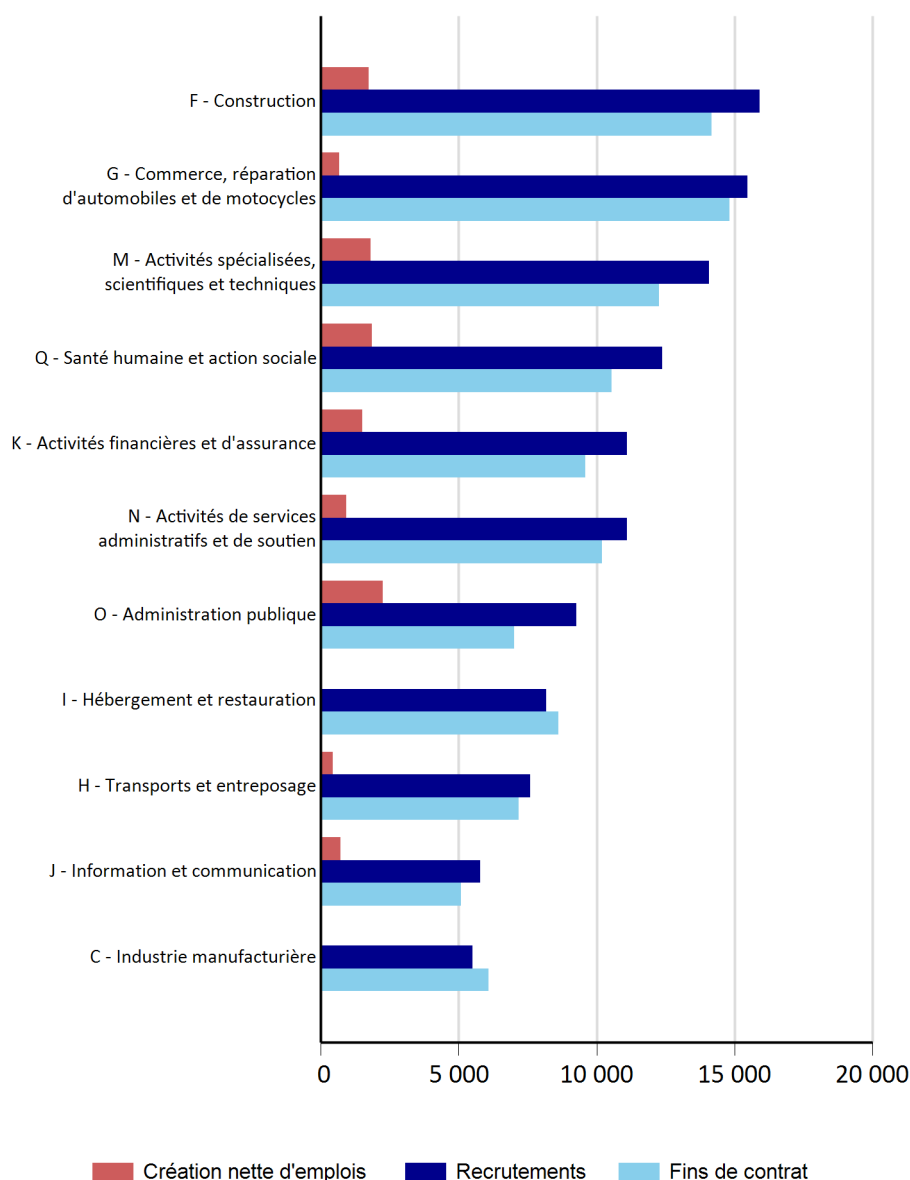


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 640 et 5 060 ; celui des fins de contrat, entre 850 et 5 740.

²Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité³

3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



Avec respectivement 15 920, 15 480, 14 080 et 12 390 recrutements, les secteurs "Construction", "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" ainsi que "Santé humaine et action sociale" sont ceux qui ont le plus recruté entre juin 2020 et juin 2021.

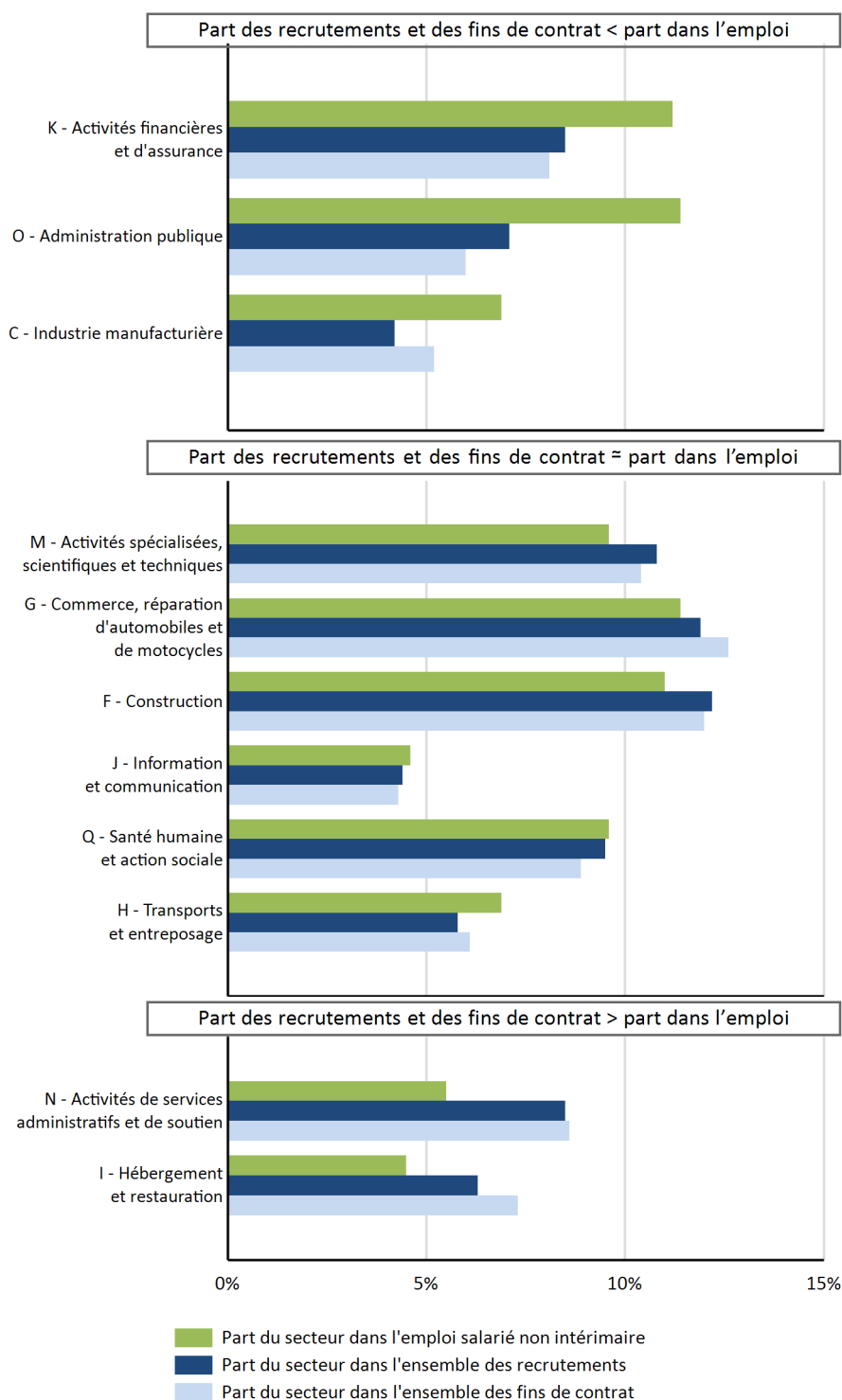
On observe le plus grand nombre de fins de contrat dans les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" et "Santé humaine et action sociale".

Dans tous les secteurs présentés ici sauf 2 d'entre eux, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois sauf 2, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

Guide de lecture : Pour le secteur "Construction", le nombre de recrutements entre juin 2020 et juin 2021 s'élève environ à 15 920, le nombre de fins de contrat à 14 180. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 1 740.

³Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

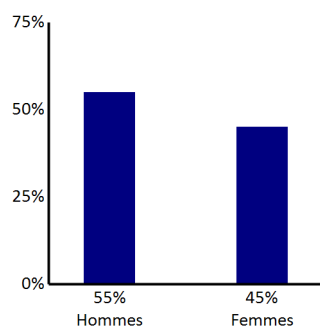
La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

Guide de lecture : les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1^{er} rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2^{ème} groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi.

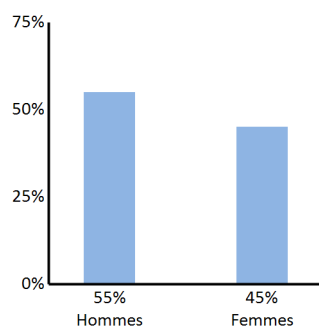
Dans le 1^{er} groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 11% des salariés (hors intérimaires), représente 7% des recrutements et 6% des fins de contrat.

4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre⁴

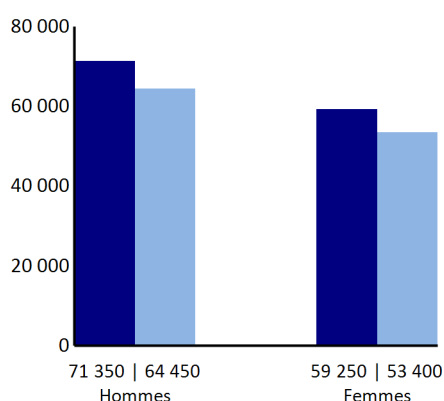
4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Recrutements en %



Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Parmi les 130 600 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2020 et juin 2021, 45% concernent une femme. La part des femmes respectivement dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part qu'elles représentent dans l'emploi salarié (41%). Cette surreprésentation des femmes dans les flux de main-d'œuvre s'explique notamment par le fait qu'elles sont proportionnellement plus présentes que les hommes dans les professions ayant un fort turn over.

Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) est positive. Ainsi, entre juin 2020 et juin 2021, le nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) sur le marché du travail a augmenté de 6 900 unités, ce chiffre s'établissant à 5 850 pour les femmes.

Pour les hommes, la création nette d'emplois représente 10% des recrutements (= 6 900/71 350) et 10% pour les femmes.

Guide de lecture :

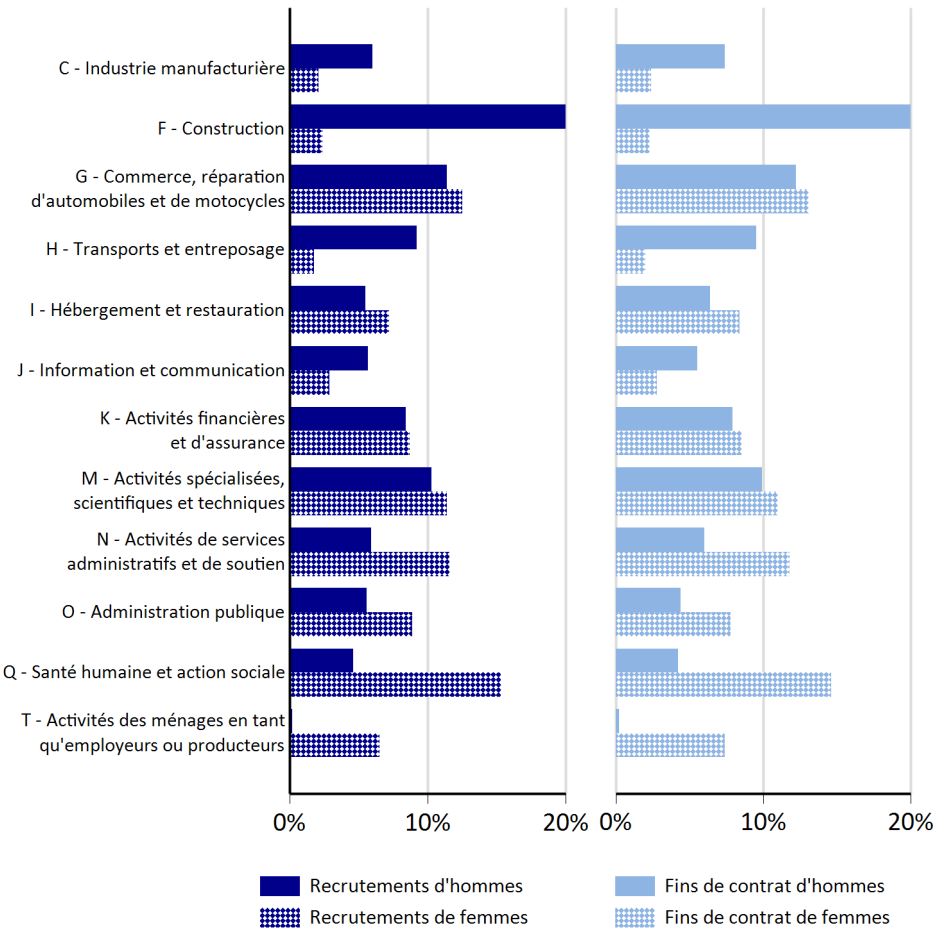
1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2020 et juin 2021, 55% des concernent des hommes et 45% des femmes.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre juin 2020 et juin 2021, 55% concernent des hommes et 45% des femmes.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2020 et juin 2021, 71 350 concernent des hommes. C'est le cas de 64 450 fins de contrat.

⁴Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



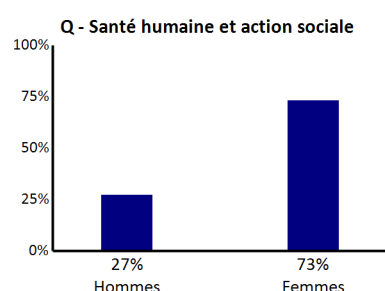
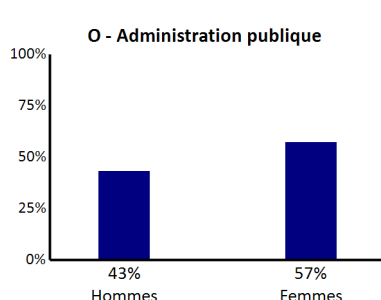
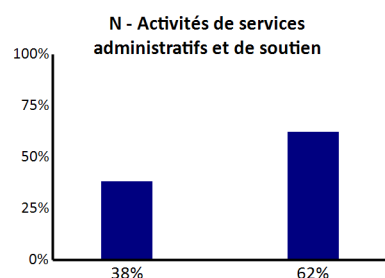
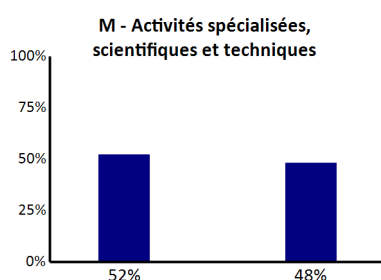
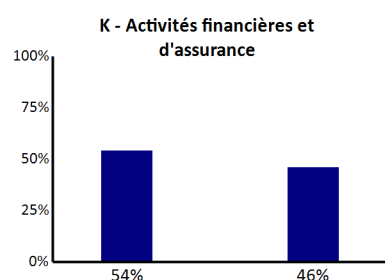
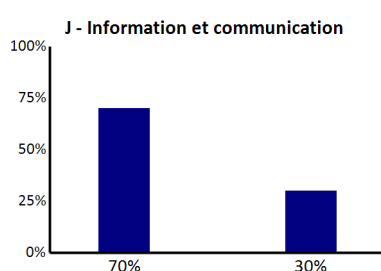
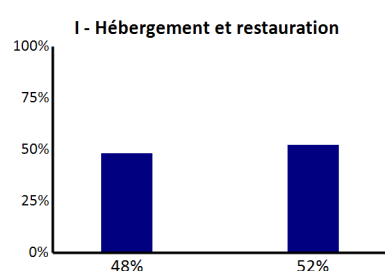
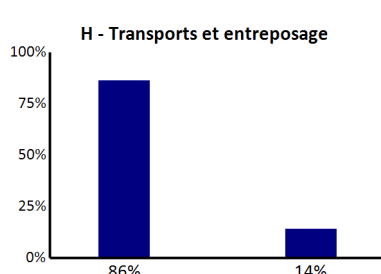
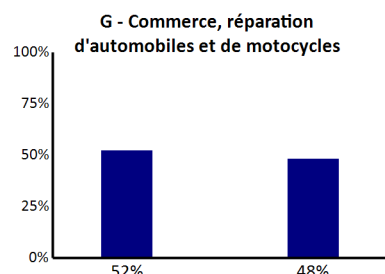
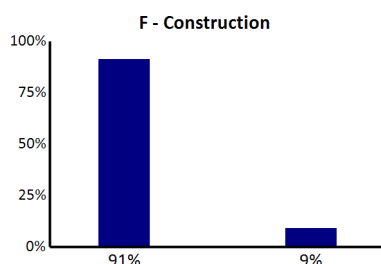
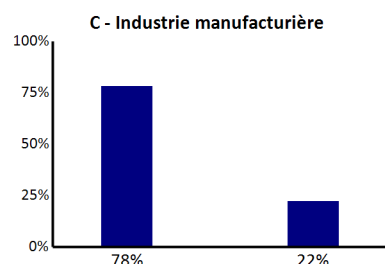
Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Santé humaine et action sociale", "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui représentent 15%, 13% et 12% des recrutements féminins (hors intérimaires).

La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 15% des recrutements féminins contre 5% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 6% des recrutements masculins contre 3% des recrutements féminins.

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 870) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

Guide de lecture : Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 6% de l'ensemble des recrutements masculins.

4.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le genre



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les deux groupes de main-d'œuvre, femmes et hommes, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

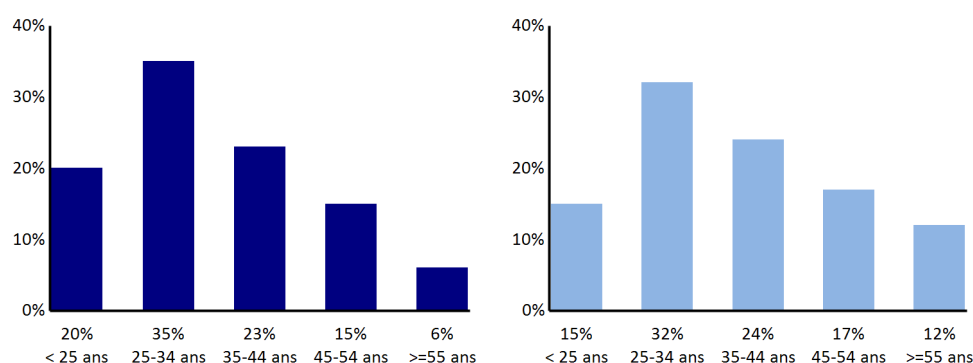
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de femmes dans les recrutements. Par exemple "Santé humaine et action sociale", "Activités de services administratifs et de soutien" et "Administration publique" où elles représentent respectivement 73%, 62% et 57% des recrutements.

Dans d'autres secteurs, on observe une forte concentration d'hommes. Ces derniers représentent 91% des recrutements réalisés dans "Construction", 86% dans "Transports et entreposage" et 78% dans "Industrie manufacturière".

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2020 et juin 2021, 78% concernent des hommes et 22% des femmes.

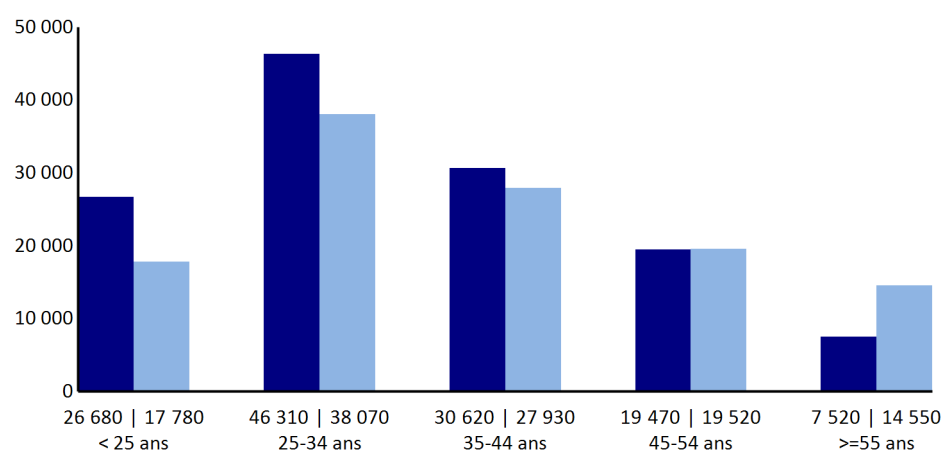
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge⁵

5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon l'âge



Recrutements en %

Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2020 et juin 2021, 20% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre juin 2020 et juin 2021, 15% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2020 et juin 2021, 26 680 recrutements concernent des jeunes de moins de 25 ans. C'est le cas de 17 780 fins de contrat.

Parmi les 130 600 recrutements réalisés entre juin 2020 et juin 2021, 20% concernent les personnes de moins de 25 ans, 35% les 25-34 ans, 23% les 35-44 ans, 15% les 45-54 ans et 6% les 55 ans et plus.

Parmi les 117 850 fins de contrat, 15% concernent les personnes de moins de 25 ans, 32% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 17% les 45-54 ans et 12% les 55 ans et plus.

On observe le plus grand nombre de recrutements (46 310) chez les 25-34 ans.

Les fins de contrat les plus nombreuses (38 070) concernent les personnes de 25-34 ans.

Si l'on compare la part que représente chaque classe d'âge dans les flux de main-d'œuvre avec celle qu'elle représente dans l'emploi salarié, on constate que :

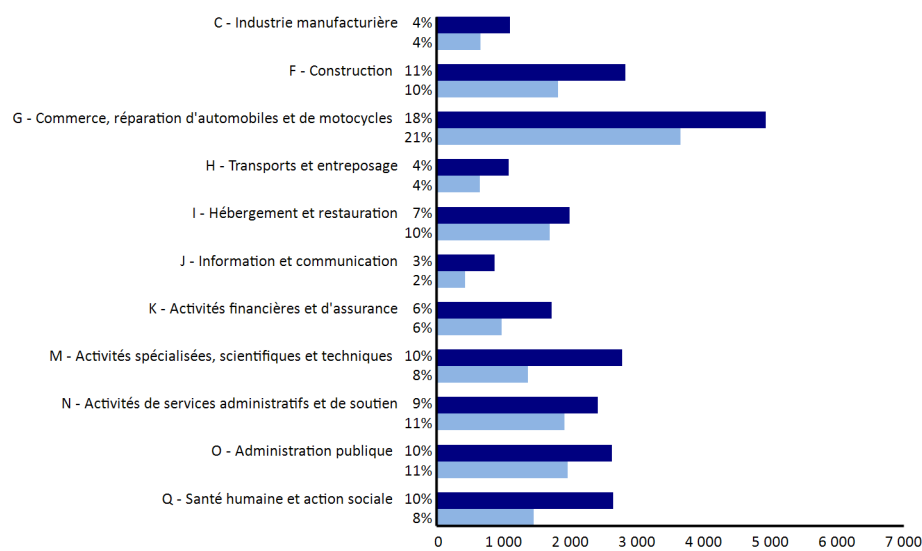
- Les plus jeunes sont surreprésentés dans les flux puisqu'ils représentent 6% dans l'emploi salarié. Cette situation s'explique notamment par la plus forte mobilité des jeunes qui démarrent fréquemment leur carrière par des CDD.
- Les 25-34 ans sont surreprésentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 35-44 ans sont sous-représentés dans les flux (28% dans l'emploi salarié)
- Les 45-54 ans sont sous-représentés dans les flux (26% dans l'emploi salarié)
- Les 55 ans et plus sont sous-représentés dans les recrutements et la part qu'ils représentent dans les fins de contrat est la même que dans l'emploi salarié (ils représentent 12% dans l'emploi salarié).

Si l'on calcule la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) en fonction de l'âge, on observe qu'elle diminue à mesure que l'âge augmente. Elle s'élève à 8 900 pour les plus jeunes, diminue respectivement à 8 240 et 2 690 pour les classes 25-34 ans et 35-44 ans. Pour les 45-54 ans, elle est nulle et devient négative pour les 55 ans et plus, du fait des départs à la retraite.

⁵Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et l'âge

< 25 ans

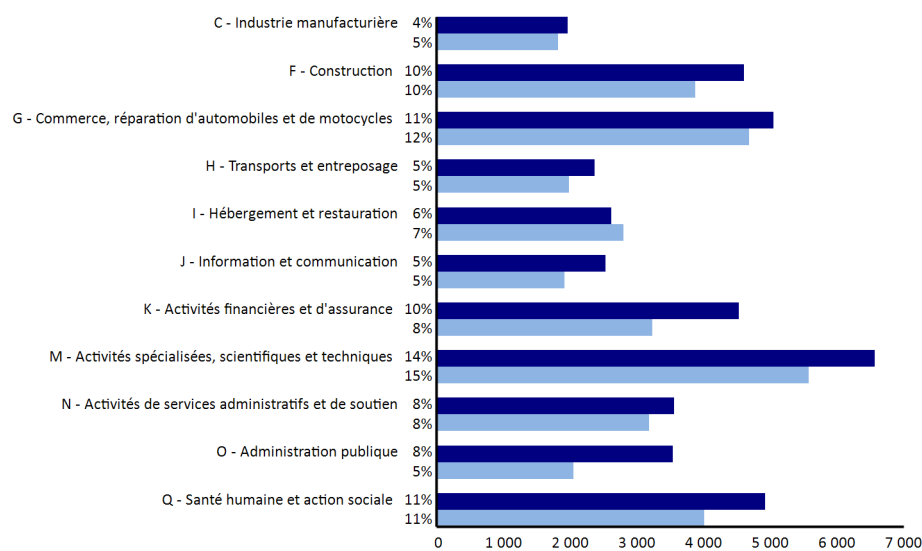


Les trois secteurs qui recrutent le plus de personnes de moins de 25 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui représente 18% des recrutements des moins de 25 ans), "Construction" (11%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (10%).

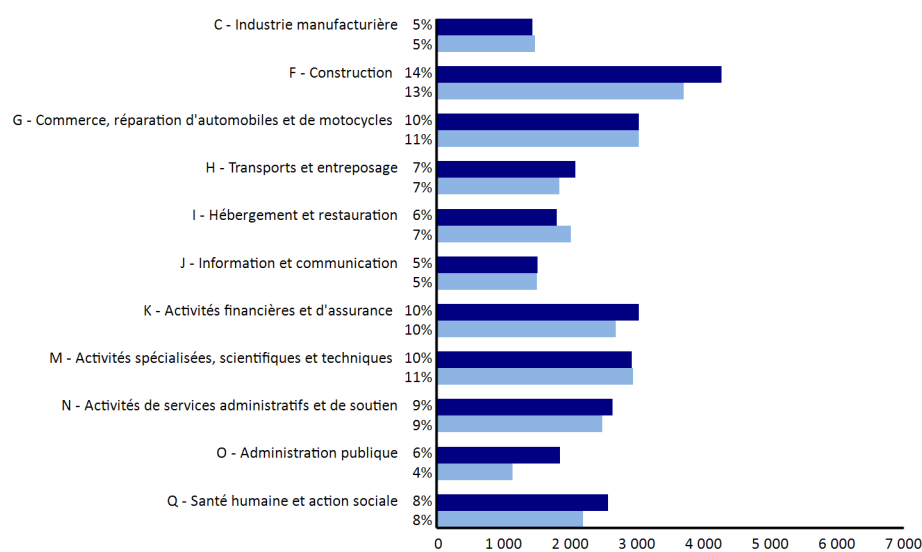
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 25-34 ans sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (14%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%) et "Santé humaine et action sociale" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 35-44 ans sont "Construction" (14%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%) et "Activités financières et d'assurance" (10%).

25-34 ans

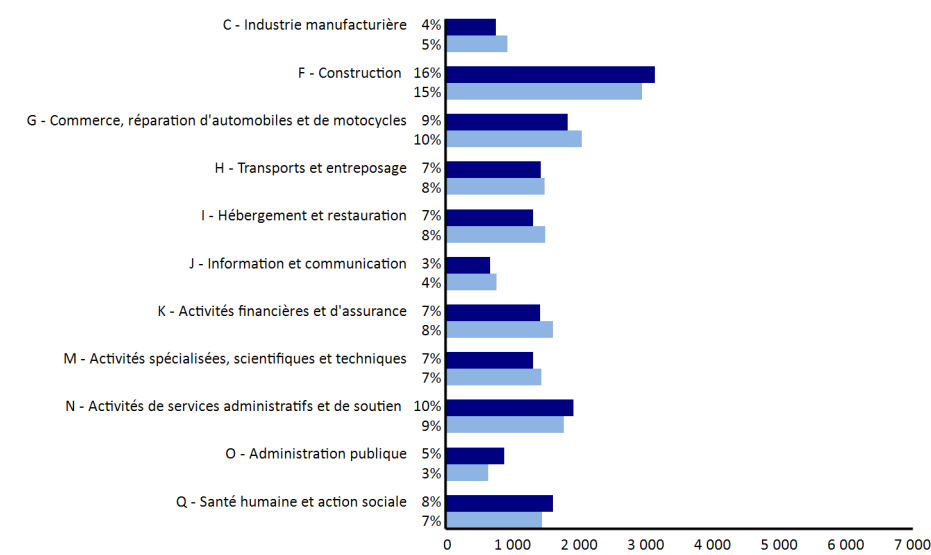


35-44 ans



■ Nombre de recrutements
■ Nombre de fins de contrat

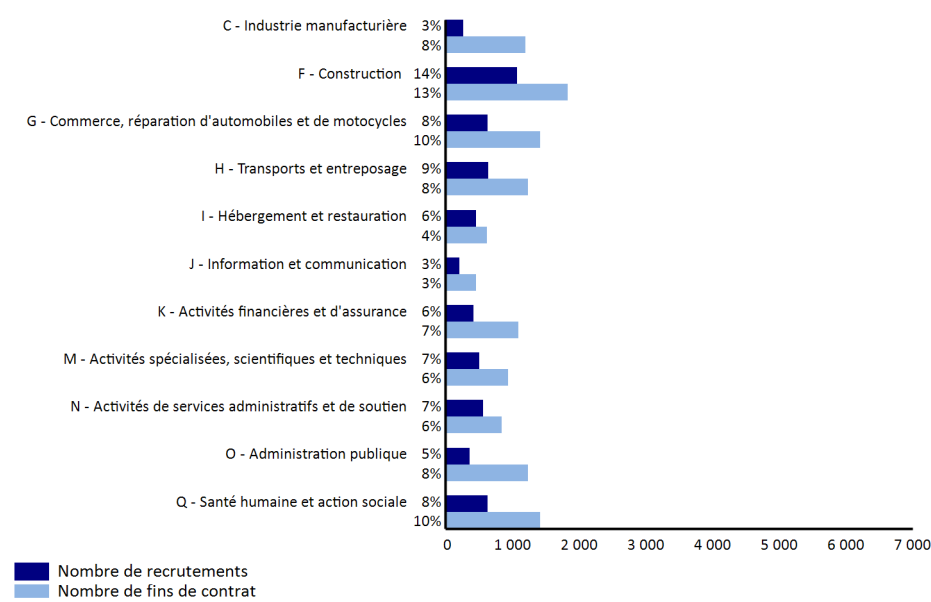
45-54 ans



Les trois secteurs qui recrutent le plus de 45-54 ans sont "Construction" (16%), "Activités de services administratifs et de soutien" (10%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (9%).

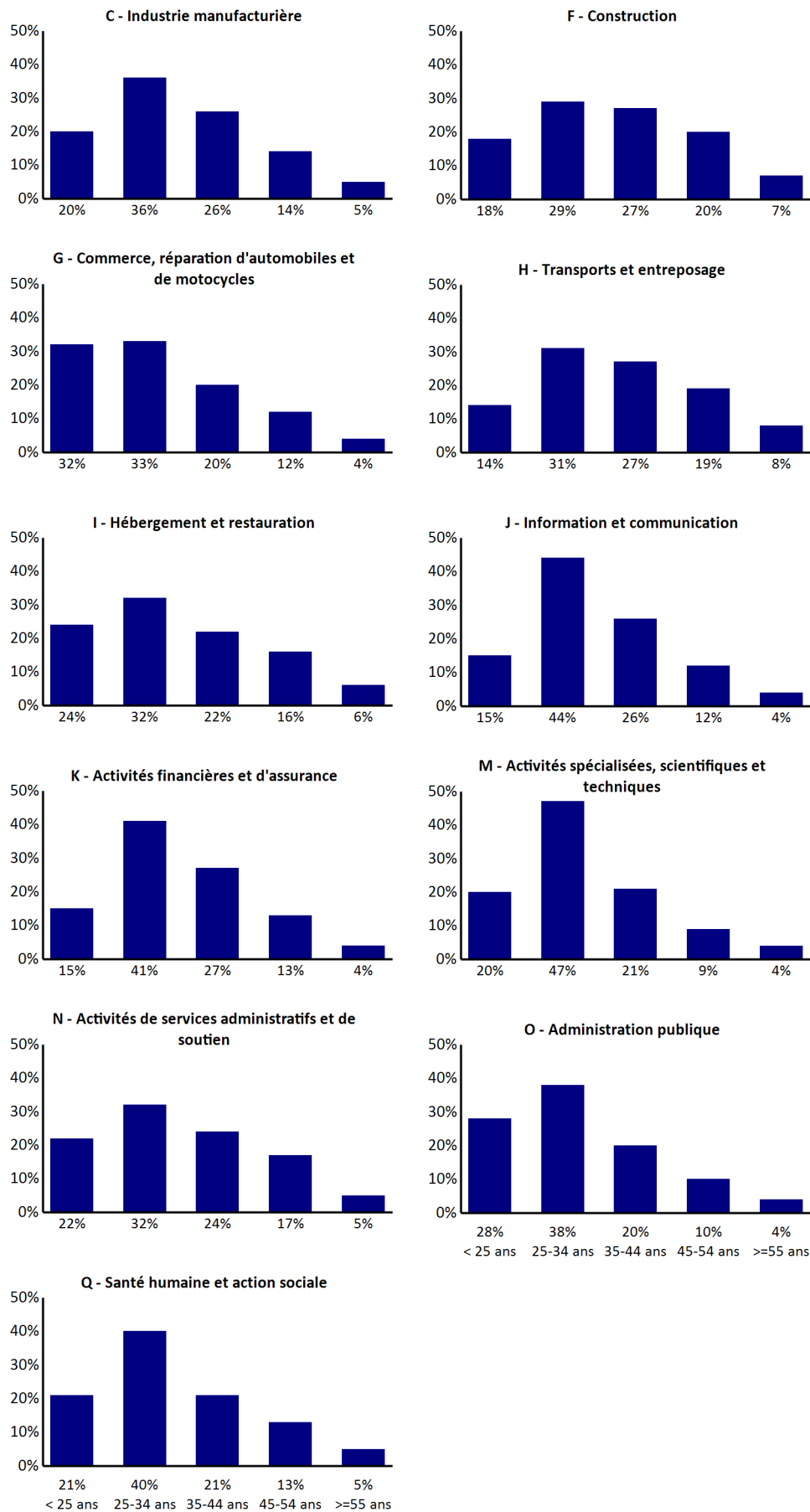
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 55 ans et plus sont "Construction" (14%), "Transports et entreposage" (9%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (8%).

>=55 ans



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements concernant des moins de 25 ans, 1 100 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des recrutements concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 26 680). Parmi l'ensemble des fins de contrat concernant des moins de 25 ans, 660 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des fins de contrat concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 17 780).

5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon l'âge



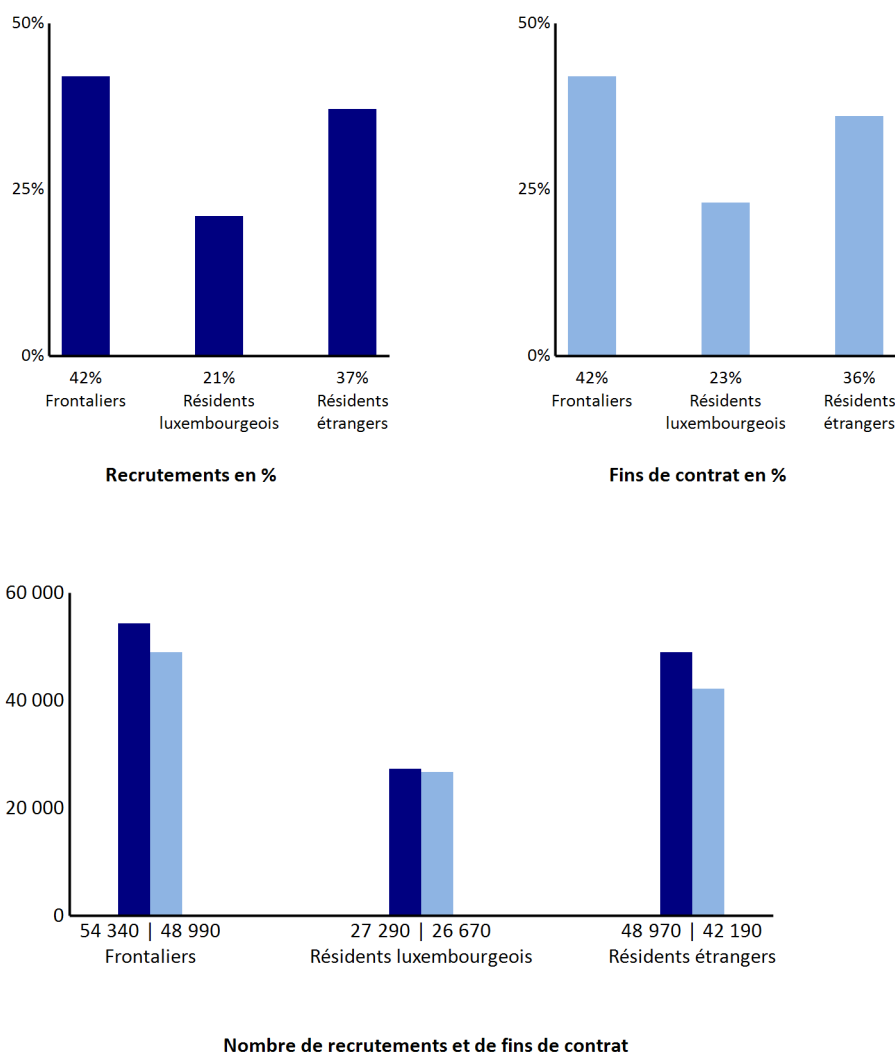
Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés.

Dans tous les secteurs, l'ordre dans lequel s'organise les différentes classes d'âge est le même : ce sont toujours les 25-34 ans qui représente la part des recrutements la plus élevée et les 55 ans et plus la plus faible.

Guide de lecture : 20% des recrutements réalisés dans "Industrie manufacturière" concernent des moins de 25ans, 36% des 25-34 ans.

6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence⁶

6.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



Parmi les 130 600 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2020 et juin 2021, 42% ont concerné des frontaliers, 21% des résidents luxembourgeois et 37% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 117 850 fins de contrat observées au cours de la même période, 42% ont concerné des frontaliers, 23% des résidents luxembourgeois et 36% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 6 780 et 5 350, elle est plus faible pour les résidents luxembourgeois.

Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois⁷. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 600 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 700 par rapport aux résidents de nationalité étrangère⁸.

Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2020 et juin 2021, 42% concernent des frontaliers.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectuées entre juin 2020 et juin 2021, 42% concernent des frontaliers.

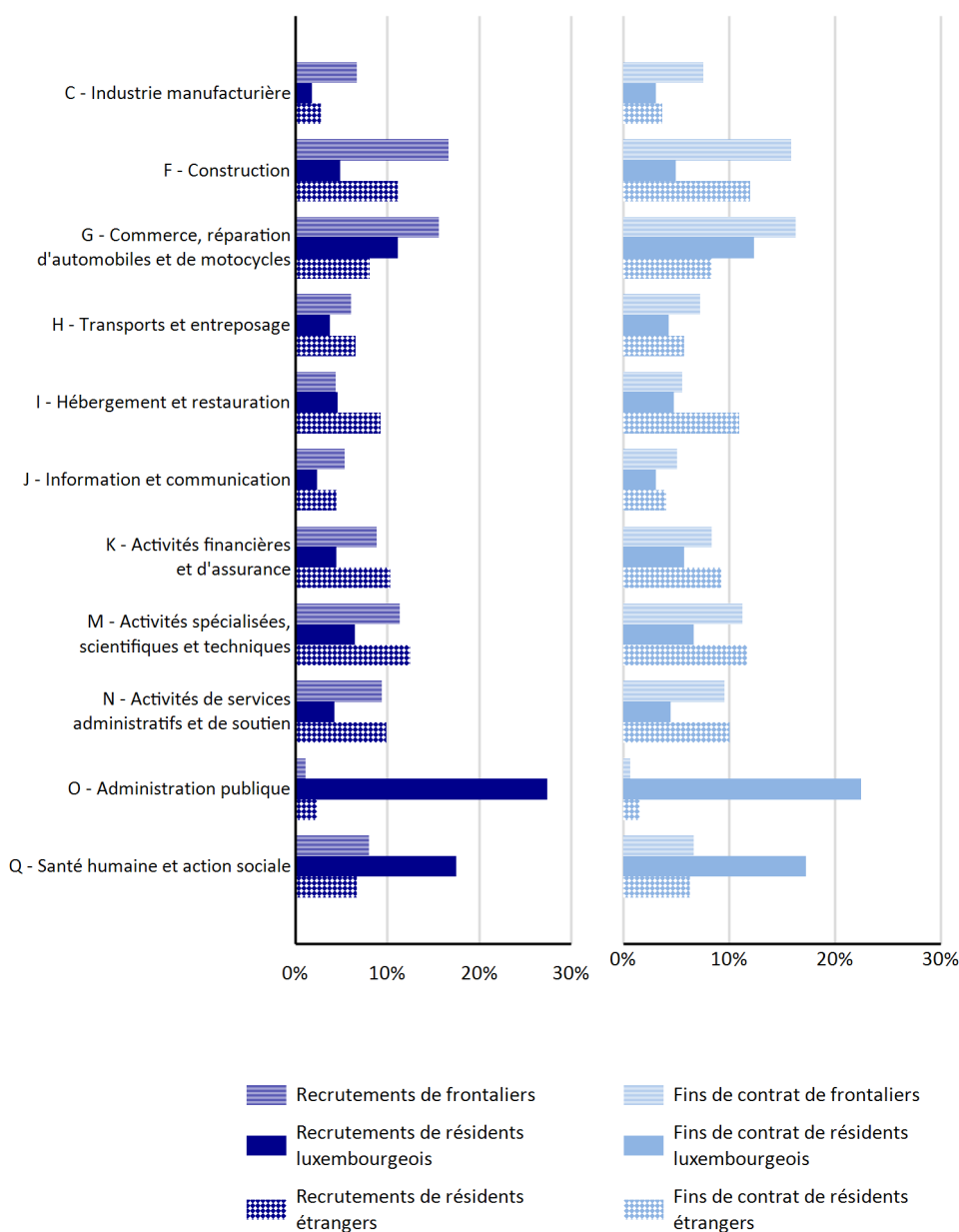
3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2020 et juin 2021, 54 340 recrutements concernent des frontaliers. C'est le cas de 48 990 fins de contrat.

⁶Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

⁷Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence juin 2020 et juin 2021, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 2 110 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en juin 2020 et en juin 2021, 1 920 résidents qui étaient de nationalité étrangère en juin 2020 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en juin 2021.

⁸Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

6.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 27% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (18%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%).

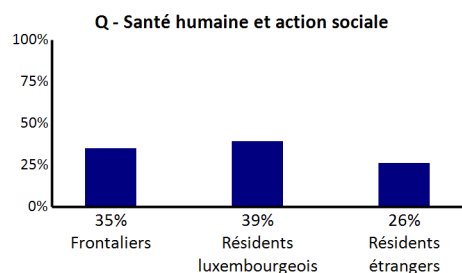
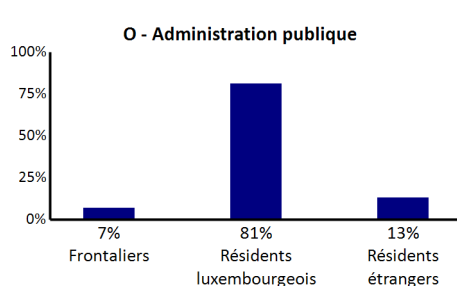
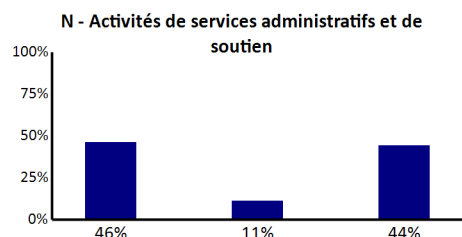
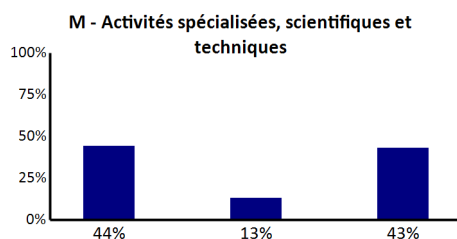
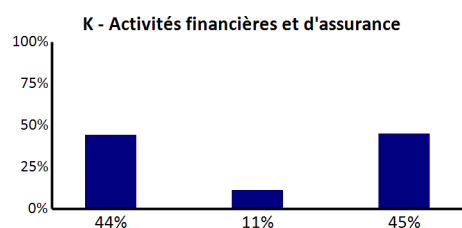
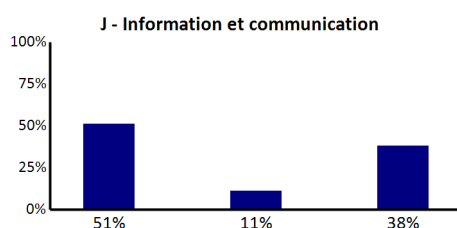
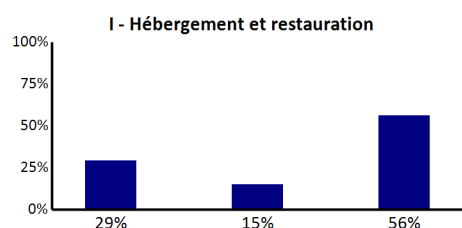
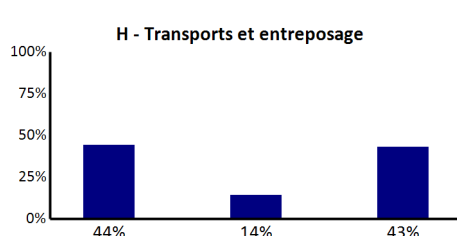
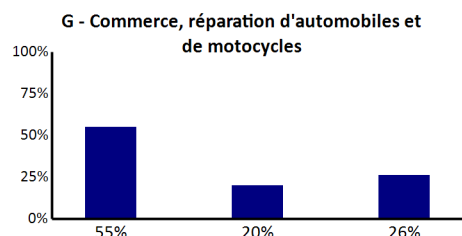
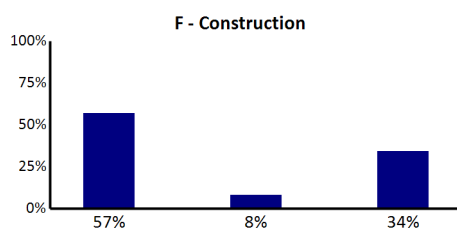
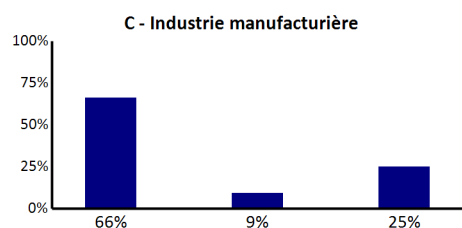
Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Construction" (17%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (16%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (13%), "Construction" (11%) et "Activités financières et d'assurance" (10%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

Guide de lecture : Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 3% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 7%.

6.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

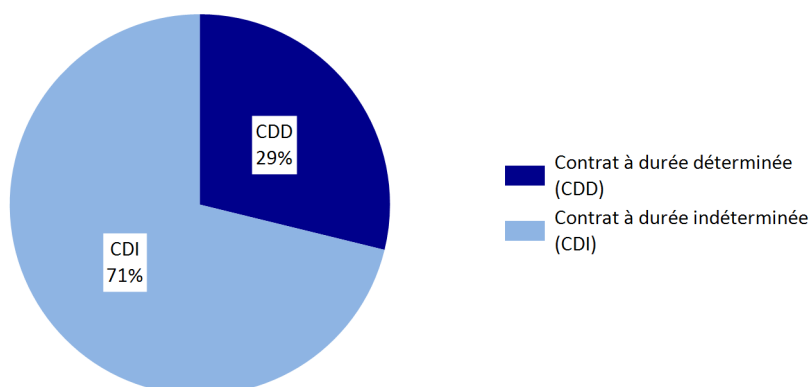
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Construction" et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 43% des recrutements réalisés dans "Activités spécialisées, scientifiques et techniques"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 81% et 39% des recrutements).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2020 et juin 2021, 66% concernent des frontaliers, 9% des résidents luxembourgeois et 25% des résidents étrangers.

7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat⁹

7.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

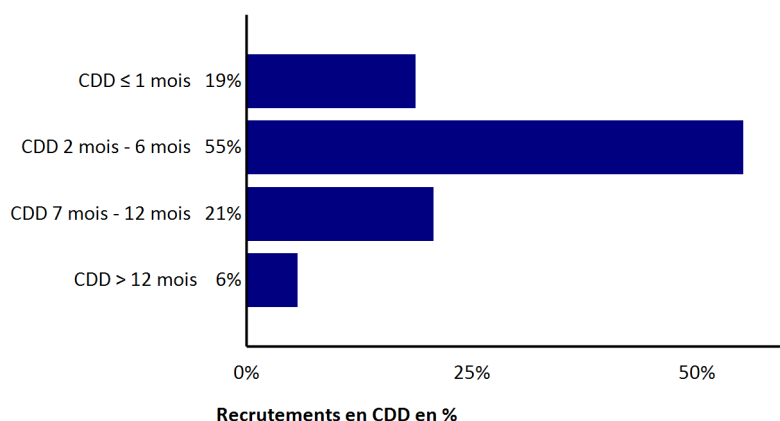


Guide de lecture : Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 130 600 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2020 et juin 2021, 29% sont des contrats à durée déterminée et 71% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 29%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 30 juin 2021, seuls 6% ont un CDD tandis que 94% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

7.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat

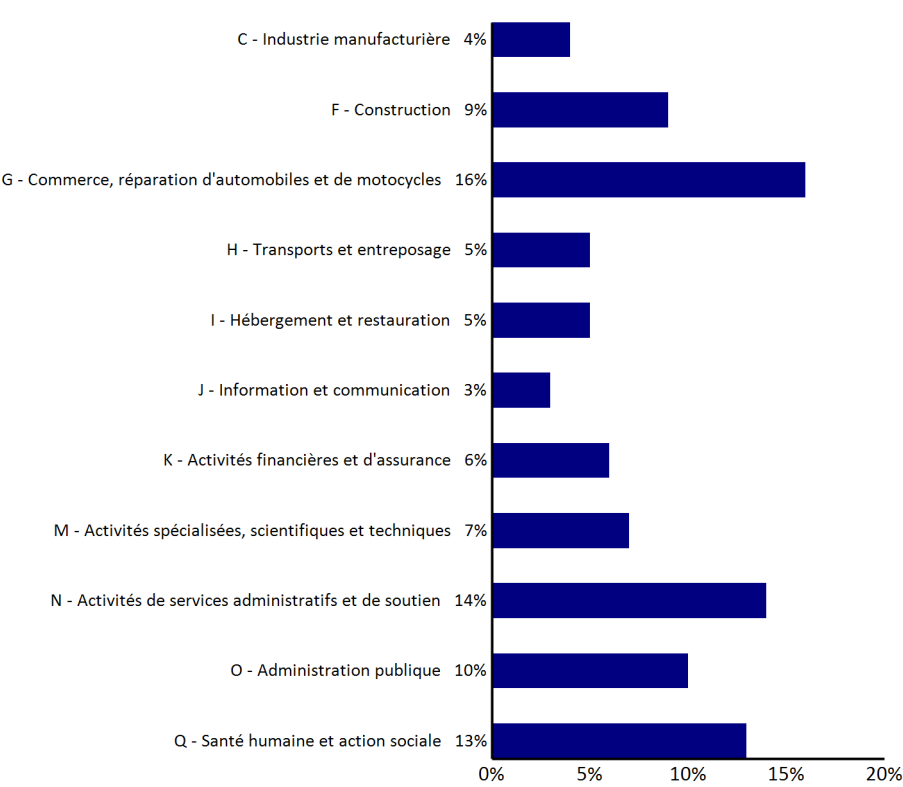


Guide de lecture : Ce graphique décompose les 29% de CDD selon la durée des contrats : 19% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 55% sont prévus pour une durée comprise entre 2 mois et 6 mois ; 21% s'échelonnent entre 7 et 12 mois et 6% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 6% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

⁹Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

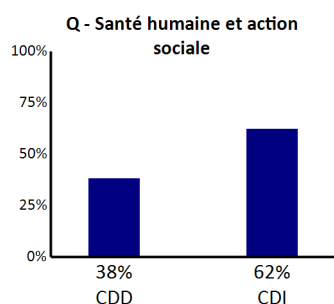
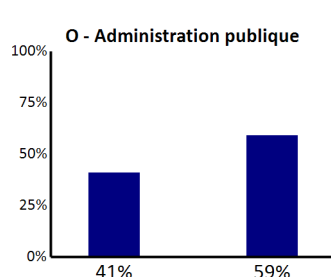
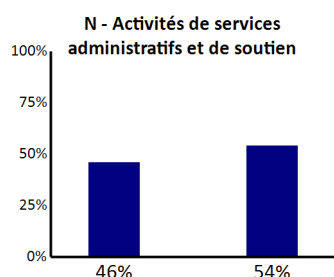
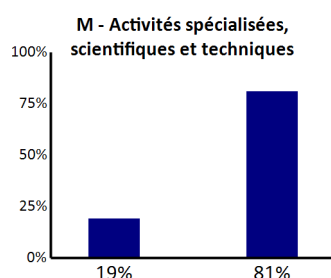
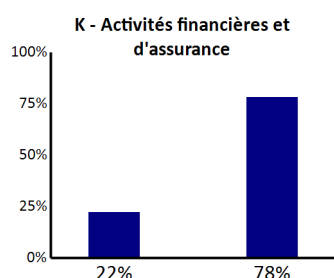
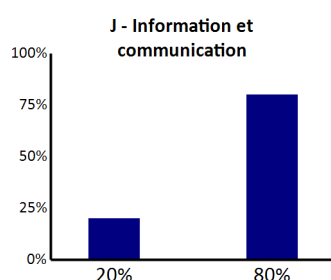
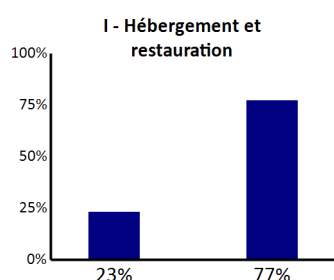
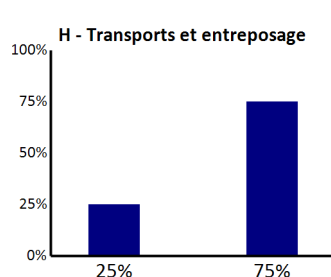
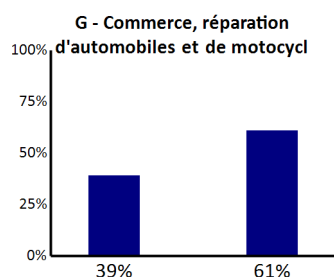
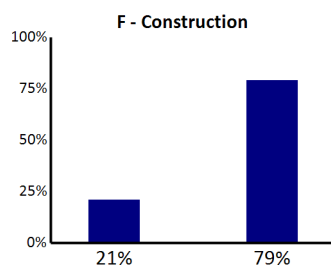
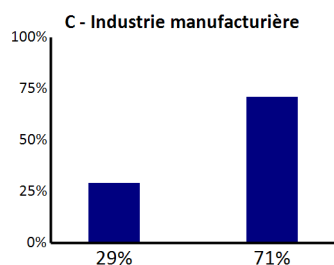
7.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



43% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 29% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 16% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (14%) et de "Santé humaine et action sociale" (13%).

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 4% des recrutements en CDD.

7.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



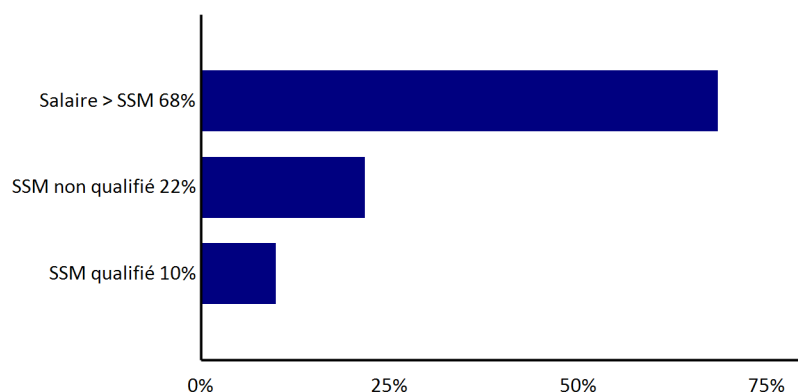
Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 7.1, à 29%. Il s'agit des secteurs "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (46% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Administration publique" (41%), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (39%) et de "Santé humaine et action sociale" (38%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Activités financières et d'assurance" (22%), "Construction" (21%), "Information et communication" (20%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (19%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2020 et juin 2021, 71% concernent des CDI et 29% des CDD.

8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum¹⁰

8.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2020 et juin 2021, 32% (= 22% + 10%) sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 32%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 mars 2021, seuls 14% sont rémunérés au voisinage du SSM.

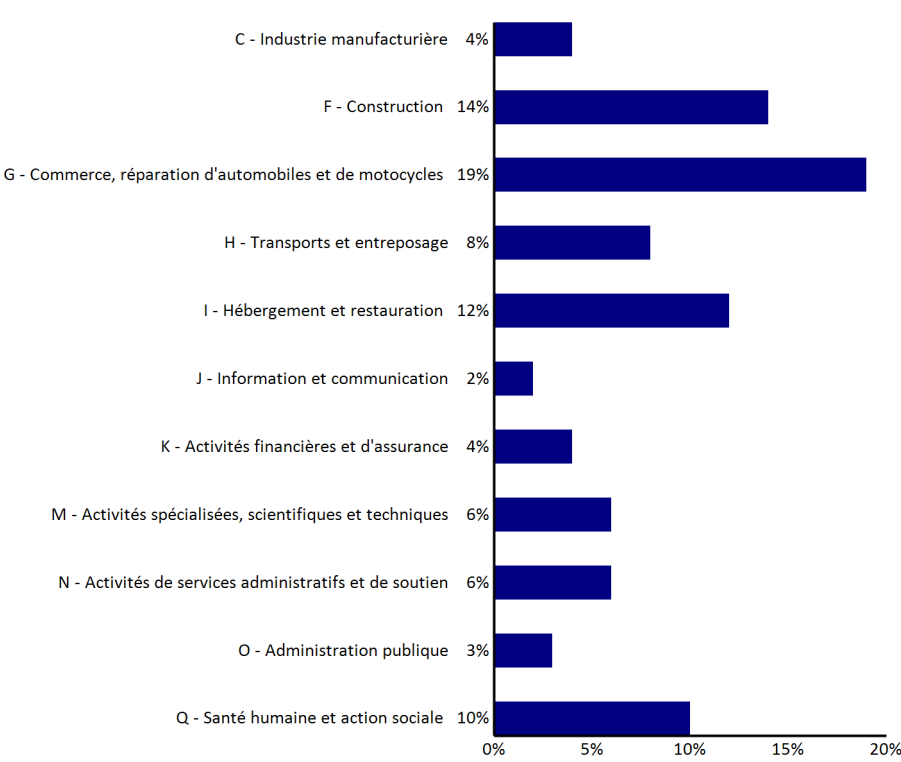
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 69% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en juin 2021 à 2 202 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 31% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en juin 2021 à 2 642 € par mois.

¹⁰Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 8 de l'annexe.

8.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

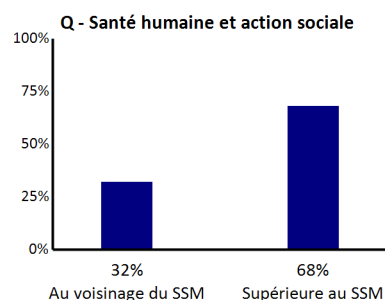
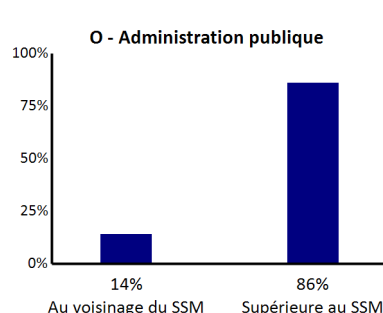
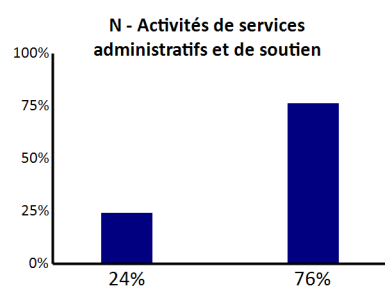
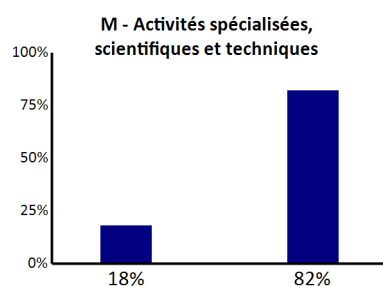
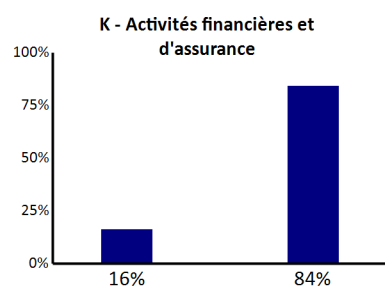
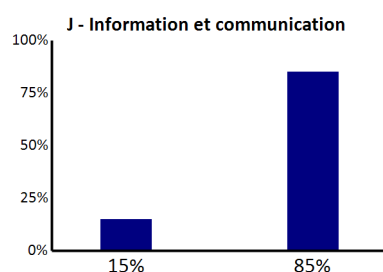
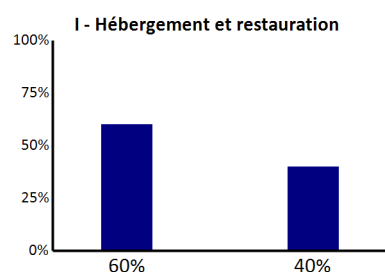
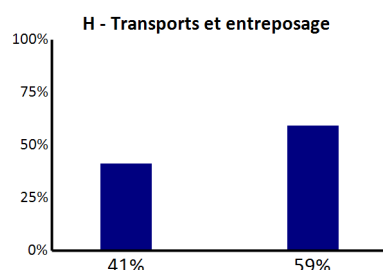
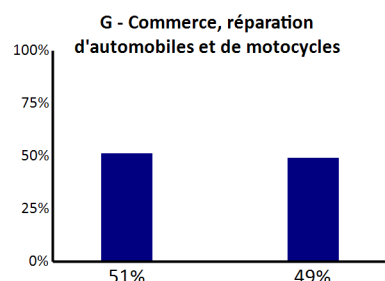
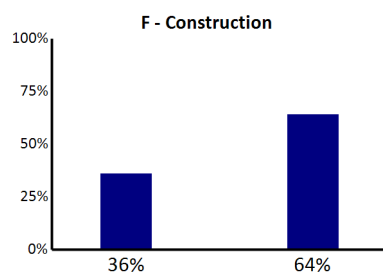
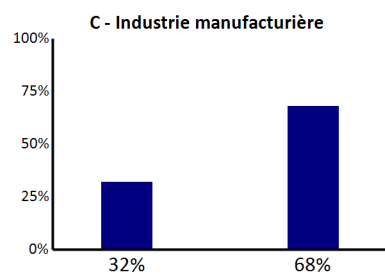


33% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 24% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Construction" (qui représentent 19% et 14% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Hébergement et restauration" et "Santé humaine et action sociale" représentent à eux deux 22% des recrutements au SSM.

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 4% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

8.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération



Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 32%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (60% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (51%) et de "Transports et entreposage" (41%) (voir tableau 8 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (16%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (18%).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2020 et juin 2021, 32% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<http://neon.vb.cbs.nl/casc/..%5Ccasc%5Ctau.htm>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Faits et chiffres" du portail de l'emploi :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse cet@igss.etat.lu

ANNEXES

Liste des tableaux

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	25
Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	26
Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge	29
Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	33
Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	37
Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	40

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (juin 2020 - juin 2021)

	juin-juil. 2020	juil.-août 2020	août-sept. 2020	sept.-oct. 2020	oct.-nov. 2020	nov.-déc. 2020	déc.-janv. 2021	janv.-févr. 2021	févr.-mars 2021	mars-avr. 2021	avr.-mai 2021	mai-juin 2021	Total annuel
Salariés non-intérimaires	9 790	8 680	15 960	12 450	9 950	7 030	12 780	9 540	11 480	10 850	11 170	10 920	130 600
Salariés intérimaires	1 740	2 980	2 860	2 450	1 780	640	5 060	2 150	2 270	2 090	2 080	2 320	28 420
Total	11 530	11 660	18 820	14 900	11 730	7 670	17 840	11 690	13 750	12 940	13 250	13 240	159 020

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (juin 2020 - juin 2021)

	juin-juil. 2020	juil.-août 2020	août-sept. 2020	sept.-oct. 2020	oct.-nov. 2020	nov.-déc. 2020	déc.-janv. 2021	janv.-févr. 2021	févr.-mars 2021	mars-avr. 2021	avr.-mai 2021	mai-juin 2021	Total annuel
Salariés non-intérimaires	10 840	9 500	12 430	9 680	8 960	9 190	12 150	7 960	9 170	9 320	9 300	9 350	117 850
Salariés intérimaires	3 230	1 770	1 690	1 790	2 240	5 740	850	1 570	2 000	2 030	2 070	1 730	26 710
Total	14 070	11 270	14 120	11 470	11 200	14 930	13 000	9 530	11 170	11 350	11 370	11 080	144 560

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (juin 2020 - juin 2021)

	Recrutements 1	Fins de contrat 2	% du secteur dans les recrutements	% du secteur dans les fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE) 1-2	Contribution du secteur à la CNE	Emplois salariés non intérimaires en juin 2021	
							Nombre	%
A - Agriculture, sylviculture et pêche	710	640	0,5%	0,5%	70	0,5%	1 600	0,4%
B - Industries extractives	30	40	0,0%	0,0%	- 10	-0,1%	280	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 510	6 080	4,2%	5,2%	- 570	-4,5%	31 370	6,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	270	180	0,2%	0,2%	90	0,7%	1 740	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	290	220	0,2%	0,2%	70	0,5%	1 910	0,4%
F - Construction	15 920	14 180	12,2%	12,0%	1 740	13,6%	50 350	11,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15 480	14 820	11,9%	12,6%	660	5,2%	51 940	11,4%
H - Transports et entreposage	7 600	7 170	5,8%	6,1%	430	3,4%	31 670	6,9%
I - Hébergement et restauration	8 180	8 620	6,3%	7,3%	- 440	-3,5%	20 480	4,5%
J - Information et communication	5 790	5 070	4,4%	4,3%	720	5,6%	21 040	4,6%
K - Activités financières et d'assurance	11 110	9 600	8,5%	8,1%	1 510	11,8%	51 080	11,2%
L - Activités immobilières	1 340	1 300	1,0%	1,1%	40	0,3%	3 330	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	14 080	12 270	10,8%	10,4%	1 810	14,2%	43 880	9,6%
N - Activités de services administratifs et de soutien	11 100	10 190	8,5%	8,6%	910	7,1%	25 200	5,5%
O - Administration publique	9 260	7 020	7,1%	6,0%	2 240	17,6%	51 820	11,4%
P - Enseignement (privé)	1 820	1 450	1,4%	1,2%	370	2,9%	5 530	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	12 390	10 540	9,5%	8,9%	1 850	14,5%	43 570	9,6%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	810	810	0,6%	0,7%	0	0,0%	2 460	0,5%
S - Autres activités de services	2 000	1 890	1,5%	1,6%	110	0,9%	6 930	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 990	4 100	3,1%	3,5%	- 110	-0,9%	5 920	1,3%
U - Activités extra-territoriales	240	170	0,2%	0,1%	70	0,5%	820	0,2%
Z - Non déterminé	2 680	1 490	2,1%	1,3%	1 190	9,3%	2 960	0,6%
Total	130 600	117 850	100,0%	100,0%	12 750	100,0%	455 880	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2020 - juin 2021) – partie 1

	Recrutements			Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements		% du secteur dans les fins de contrat	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	530	710	150	490	640	0,3%	0,7%	0,3%	0,8%
B - Industries extractives	0	30	30	0	40	40	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 230	4 280	5 510	1 280	4 800	6 080	2,1%	6,0%	2,4%	7,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	70	200	270	50	130	180	0,1%	0,3%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	240	290	30	190	220	0,1%	0,3%	0,1%	0,3%
F - Construction	1 440	14 480	15 920	1 230	12 950	14 180	2,4%	20,3%	2,3%	20,1%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7 380	8 100	15 480	6 980	7 840	14 820	12,5%	11,4%	13,1%	12,2%
H - Transports et entreposage	1 070	6 530	7 600	1 070	6 100	7 170	1,8%	9,2%	2,0%	9,5%
I - Hébergement et restauration	4 290	3 890	8 180	4 500	4 120	8 620	7,2%	5,5%	8,4%	6,4%
J - Information et communication	1 740	4 050	5 790	1 520	3 550	5 070	2,9%	5,7%	2,8%	5,5%
K - Activités financières et d'assurance	5 140	5 970	11 110	4 520	5 080	9 600	8,7%	8,4%	8,5%	7,9%
L - Activités immobilières	670	670	1 340	640	660	1 300	1,1%	0,9%	1,2%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 740	7 340	14 080	5 870	6 400	12 270	11,4%	10,3%	11,0%	9,9%
N - Activités de services administratifs et de soutien	6 880	4 220	11 100	6 320	3 870	10 190	11,6%	5,9%	11,8%	6,0%
O - Administration publique	5 250	4 010	9 260	4 160	2 860	7 020	8,9%	5,6%	7,8%	4,4%
P - Enseignement (privé)	1 020	800	1 820	790	660	1 450	1,7%	1,1%	1,5%	1,0%
Q - Santé humaine et action sociale	9 090	3 300	12 390	7 820	2 720	10 540	15,3%	4,6%	14,6%	4,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	330	480	810	320	490	810	0,6%	0,7%	0,6%	0,8%
S - Autres activités de services	1 440	560	2 000	1 380	510	1 890	2,4%	0,8%	2,6%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 870	120	3 990	3 960	140	4 100	6,5%	0,2%	7,4%	0,2%
U - Activités extra-territoriales	160	80	240	120	50	170	0,3%	0,1%	0,2%	0,1%
Z - Non déterminé	1 210	1 470	2 680	690	800	1 490	2,0%	2,1%	1,3%	1,2%
Total	59 250	71 350	130 600	53 400	64 450	117 850	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2020 - juin 2021) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Femmes	Hommes	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	25,4%	74,6%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	22,3%	77,7%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	25,9%	74,1%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	17,2%	82,8%	100,0%
F - Construction	9,0%	91,0%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	47,7%	52,3%	100,0%
H - Transports et entreposage	14,1%	85,9%	100,0%
I - Hébergement et restauration	52,4%	47,6%	100,0%
J - Information et communication	30,1%	69,9%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	46,3%	53,7%	100,0%
L - Activités immobilières	50,0%	50,0%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,9%	52,1%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	62,0%	38,0%	100,0%
O - Administration publique	56,7%	43,3%	100,0%
P - Enseignement	56,0%	44,0%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	73,4%	26,6%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	40,7%	59,3%	100,0%
S - Autres activités de services	72,0%	28,0%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	97,0%	3,0%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	66,7%	33,3%	100,0%
Z - Non déterminé	45,1%	54,9%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2020 - juin 2021) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2021			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2021	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	380	1 220	1 600	0,2%	0,5%
B - Industries extractives	30	250	280	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 710	25 660	31 370	3,1%	9,5%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	270	1 470	1 740	0,1%	0,5%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	290	1 620	1 910	0,2%	0,6%
F - Construction	4 500	45 850	50 350	2,4%	17,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	22 560	29 380	51 940	12,1%	10,9%
H - Transports et entreposage	4 330	27 340	31 670	2,3%	10,2%
I - Hébergement et restauration	10 440	10 040	20 480	5,6%	3,7%
J - Information et communication	5 380	15 660	21 040	2,9%	5,8%
K - Activités financières et d'assurance	22 930	28 150	51 080	12,3%	10,5%
L - Activités immobilières	1 650	1 680	3 330	0,9%	0,6%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19 120	24 760	43 880	10,2%	9,2%
N - Activités de services administratifs et de soutien	14 180	11 020	25 200	7,6%	4,1%
O - Administration publique	25 910	25 910	51 820	13,9%	9,6%
P - Enseignement (privé)	3 030	2 500	5 530	1,6%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	32 790	10 780	43 570	17,5%	4,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 020	1 440	2 460	0,5%	0,5%
S - Autres activités de services	4 890	2 040	6 930	2,6%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 680	240	5 920	3,0%	0,1%
U - Activités extra-territoriales	540	280	820	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 330	1 630	2 960	0,7%	0,6%
Total	186 960	268 920	455 880	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2020 - juin 2021) – partie 1

	Recrutements						Fins de contrat					
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	210	150	110	60	710	120	180	140	120	80	640
B - Industries extractives	10	10	10	0	0	30	0	10	10	10	10	40
C - Industrie manufacturière	1 100	1 960	1 440	750	260	5 510	660	1 820	1 470	930	1 200	6 080
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	60	110	70	30	10	280	20	60	50	20	30	180
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	30	120	80	40	20	290	20	70	50	30	50	220
F - Construction	2 830	4 610	4 270	3 140	1 070	15 920	1 820	3 880	3 700	2 940	1 830	14 170
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	4 930	5 050	3 030	1 830	630	15 470	3 660	4 680	3 030	2 040	1 420	14 830
H - Transports et entreposage	1 080	2 370	2 080	1 430	640	7 600	650	1 980	1 840	1 480	1 230	7 180
I - Hébergement et restauration	1 990	2 620	1 800	1 310	460	8 180	1 700	2 800	2 010	1 490	620	8 620
J - Information et communication	870	2 530	1 510	670	210	5 790	430	1 920	1 500	760	460	5 070
K - Activités financières et d'assurance	1 720	4 530	3 030	1 420	420	11 120	980	3 230	2 690	1 610	1 090	9 600
L - Activités immobilières	160	420	330	300	130	1 340	130	360	320	300	180	1 290
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 780	6 570	2 930	1 310	500	14 090	1 370	5 580	2 940	1 440	940	12 270
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 420	3 560	2 640	1 920	560	11 100	1 920	3 180	2 480	1 770	840	10 190
O - Administration publique	2 630	3 540	1 850	880	360	9 260	1 960	2 050	1 140	640	1 230	7 020
P - Enseignement (privé)	400	820	360	180	60	1 820	290	570	300	170	110	1 440
Q - Santé humaine et action sociale	2 650	4 920	2 570	1 610	630	12 380	1 460	4 010	2 200	1 450	1 420	10 540
R - Arts, spectacles et activités récréatives	170	330	130	110	70	810	140	300	150	110	110	810
S - Autres activités de services	410	740	450	300	100	2 000	310	640	440	310	200	1 900
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	100	430	1 020	1 400	1 040	3 990	80	390	1 010	1 410	1 210	4 100
U - Activités extra-territoriales	10	60	90	60	20	240	0	30	60	40	40	170
Z - Non déterminé	150	800	780	670	270	2 670	60	330	400	450	250	1 490
Total	26 680	46 310	30 620	19 470	7 520	130 600	17 780	38 070	27 930	19 520	14 550	117 850

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2020 - juin 2021) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements					% du secteur dans les fins de contrat				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,7%	0,5%	0,5%	0,6%	0,8%	0,7%	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4,1%	4,2%	4,7%	3,9%	3,5%	3,7%	4,8%	5,3%	4,8%	8,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,1%	0,3%	0,3%	0,2%	0,3%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%
F - Construction	10,6%	10,0%	13,9%	16,1%	14,2%	10,2%	10,2%	13,2%	15,1%	12,6%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	18,5%	10,9%	9,9%	9,4%	8,4%	20,6%	12,3%	10,8%	10,5%	9,8%
H - Transports et entreposage	4,0%	5,1%	6,8%	7,3%	8,5%	3,7%	5,2%	6,6%	7,6%	8,5%
I - Hébergement et restauration	7,5%	5,7%	5,9%	6,7%	6,1%	9,6%	7,4%	7,2%	7,6%	4,3%
J - Information et communication	3,3%	5,5%	4,9%	3,4%	2,8%	2,4%	5,0%	5,4%	3,9%	3,2%
K - Activités financières et d'assurance	6,4%	9,8%	9,9%	7,3%	5,6%	5,5%	8,5%	9,6%	8,2%	7,5%
L - Activités immobilières	0,6%	0,9%	1,1%	1,5%	1,7%	0,7%	0,9%	1,1%	1,5%	1,2%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10,4%	14,2%	9,6%	6,7%	6,6%	7,7%	14,7%	10,5%	7,4%	6,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	9,1%	7,7%	8,6%	9,9%	7,4%	10,8%	8,4%	8,9%	9,1%	5,8%
O - Administration publique	9,9%	7,6%	6,0%	4,5%	4,8%	11,0%	5,4%	4,1%	3,3%	8,5%
P - Enseignement (privé)	1,5%	1,8%	1,2%	0,9%	0,8%	1,6%	1,5%	1,1%	0,9%	0,8%
Q - Santé humaine et action sociale	9,9%	10,6%	8,4%	8,3%	8,4%	8,2%	10,5%	7,9%	7,4%	9,8%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,6%	0,7%	0,4%	0,6%	0,9%	0,8%	0,8%	0,5%	0,6%	0,8%
S - Autres activités de services	1,5%	1,6%	1,5%	1,5%	1,3%	1,7%	1,7%	1,6%	1,6%	1,4%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,4%	0,9%	3,3%	7,2%	13,8%	0,4%	1,0%	3,6%	7,2%	8,3%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	0,1%	0,3%	0,3%	0,3%	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
Z - Non déterminé	0,6%	1,7%	2,5%	3,4%	3,6%	0,3%	0,9%	1,4%	2,3%	1,7%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2020 - juin 2021) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	25,4%	29,6%	21,1%	15,5%	8,5%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	33,3%	33,3%	0,0%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	20,0%	35,6%	26,1%	13,6%	4,7%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	21,4%	39,3%	25,0%	10,7%	3,6%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	10,3%	41,4%	27,6%	13,8%	6,9%	100,0%
F - Construction	17,8%	29,0%	26,8%	19,7%	6,7%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	31,9%	32,6%	19,6%	11,8%	4,1%	100,0%
H - Transports et entreposage	14,2%	31,2%	27,4%	18,8%	8,4%	100,0%
I - Hébergement et restauration	24,3%	32,0%	22,0%	16,0%	5,6%	100,0%
J - Information et communication	15,0%	43,7%	26,1%	11,6%	3,6%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	15,5%	40,7%	27,2%	12,8%	3,8%	100,0%
L - Activités immobilières	11,9%	31,3%	24,6%	22,4%	9,7%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19,7%	46,6%	20,8%	9,3%	3,5%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	21,8%	32,1%	23,8%	17,3%	5,0%	100,0%
O - Administration publique	28,4%	38,2%	20,0%	9,5%	3,9%	100,0%
P - Enseignement (privé)	22,0%	45,1%	19,8%	9,9%	3,3%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	21,4%	39,7%	20,8%	13,0%	5,1%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	21,0%	40,7%	16,0%	13,6%	8,6%	100,0%
S - Autres activités de services	20,5%	37,0%	22,5%	15,0%	5,0%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	2,5%	10,8%	25,6%	35,1%	26,1%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,2%	25,0%	37,5%	25,0%	8,3%	100,0%
Z - Non déterminé	5,6%	30,0%	29,2%	25,1%	10,1%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2020 - juin 2021) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2021						% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2021				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	210	460	360	360	220	1 610	0,7%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%
B - Industries extractives	10	40	70	100	60	280	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 530	6 930	9 120	9 600	4 190	31 370	5,4%	5,7%	7,0%	8,0%	7,6%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	100	500	490	470	180	1 740	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	440	530	590	290	1 910	0,2%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%
F - Construction	3 480	10 920	13 920	14 630	7 400	50 350	12,3%	8,9%	10,7%	12,2%	13,5%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 140	13 670	13 780	13 290	6 060	51 940	18,2%	11,2%	10,6%	11,0%	11,0%
H - Transports et entreposage	1 580	7 310	9 000	9 250	4 530	31 670	5,6%	6,0%	6,9%	7,7%	8,2%
I - Hébergement et restauration	2 090	5 560	5 640	5 030	2 150	20 470	7,4%	4,5%	4,3%	4,2%	3,9%
J - Information et communication	930	6 650	6 560	4 970	1 930	21 040	3,3%	5,4%	5,1%	4,1%	3,5%
K - Activités financières et d'assurance	1 490	12 640	16 280	15 070	5 600	51 080	5,3%	10,3%	12,5%	12,5%	10,2%
L - Activités immobilières	140	790	930	870	600	3 330	0,5%	0,6%	0,7%	0,7%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 550	17 550	12 050	8 150	3 580	43 880	9,0%	14,3%	9,3%	6,8%	6,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 550	6 360	7 310	7 020	2 960	25 200	5,5%	5,2%	5,6%	5,8%	5,4%
O - Administration publique	3 000	13 970	15 670	13 200	5 980	51 820	10,6%	11,4%	12,1%	11,0%	10,9%
P - Enseignement (privé)	290	1 780	1 570	1 270	620	5 530	1,0%	1,5%	1,2%	1,1%	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	3 190	13 120	11 510	10 800	4 950	43 570	11,3%	10,7%	8,9%	9,0%	9,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	170	680	680	590	340	2 460	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%
S - Autres activités de services	590	2 000	1 830	1 640	870	6 930	2,1%	1,6%	1,4%	1,4%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	70	460	1 390	2 270	1 730	5 920	0,2%	0,4%	1,1%	1,9%	3,2%
U - Activités extra-territoriales	10	110	220	300	180	820	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
Z - Non déterminé	90	660	860	860	500	2 970	0,3%	0,5%	0,7%	0,7%	0,9%
Total	28 270	122 600	129 770	120 330	54 920	455 890	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2020 - juin 2021) – partie 1

	Recrutements				Fins de contrat			
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	180	350	710	160	160	320	640
B - Industries extractives	20	0	10	30	20	10	10	40
C - Industrie manufacturière	3 660	500	1 350	5 510	3 720	820	1 540	6 080
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	100	120	50	270	40	110	30	180
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	150	80	60	290	110	70	40	220
F - Construction	9 100	1 340	5 480	15 920	7 770	1 340	5 070	14 180
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	8 480	3 050	3 950	15 480	7 990	3 300	3 530	14 820
H - Transports et entreposage	3 340	1 030	3 230	7 600	3 560	1 150	2 460	7 170
I - Hébergement et restauration	2 380	1 260	4 540	8 180	2 730	1 270	4 620	8 620
J - Information et communication	2 930	650	2 210	5 790	2 510	830	1 730	5 070
K - Activités financières et d'assurance	4 850	1 220	5 040	11 110	4 120	1 540	3 940	9 600
L - Activités immobilières	480	370	490	1 340	460	350	490	1 300
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 210	1 770	6 100	14 080	5 550	1 780	4 940	12 270
N - Activités de services administratifs et de soutien	5 100	1 170	4 830	11 100	4 720	1 210	4 260	10 190
O - Administration publique	620	7 480	1 160	9 260	340	5 990	690	7 020
P - Enseignement (privé)	460	490	870	1 820	350	470	630	1 450
Q - Santé humaine et action sociale	4 340	4 780	3 270	12 390	3 260	4 620	2 660	10 540
R - Arts, spectacles et activités récréatives	230	270	310	810	240	270	300	810
S - Autres activités de services	680	610	710	2 000	650	590	650	1 890
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	410	280	3 300	3 990	420	320	3 360	4 100
U - Activités extra-territoriales	70	30	140	240	40	20	110	170
Z - Non déterminé	550	610	1 520	2 680	230	450	810	1 490
Total	54 340	27 290	48 970	130 600	48 990	26 670	42 190	117 850

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2020 - juin 2021) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements			% du secteur dans les fins de contrat		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,7%	0,7%	0,3%	0,6%	0,7%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	6,7%	1,8%	2,8%	7,6%	3,1%	2,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,4%	0,1%	0,1%	0,4%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3%	0,3%	0,1%	0,2%	0,3%	0,1%
F - Construction	16,7%	4,9%	11,2%	15,9%	5,0%	11,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15,6%	11,2%	8,1%	16,3%	12,4%	8,1%
H - Transports et entreposage	6,1%	3,8%	6,6%	7,3%	4,3%	6,6%
I - Hébergement et restauration	4,4%	4,6%	9,3%	5,6%	4,8%	9,3%
J - Information et communication	5,4%	2,4%	4,5%	5,1%	3,1%	4,5%
K - Activités financières et d'assurance	8,9%	4,5%	10,3%	8,4%	5,8%	10,3%
L - Activités immobilières	0,9%	1,4%	1,0%	0,9%	1,3%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	11,4%	6,5%	12,5%	11,3%	6,7%	12,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	9,4%	4,3%	9,9%	9,6%	4,5%	9,9%
O - Administration publique	1,1%	27,4%	2,4%	0,7%	22,5%	2,4%
P - Enseignement (privé)	0,8%	1,8%	1,8%	0,7%	1,8%	1,8%
Q - Santé humaine et action sociale	8,0%	17,5%	6,7%	6,7%	17,3%	6,7%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,4%	1,0%	0,6%	0,5%	1,0%	0,6%
S - Autres activités de services	1,3%	2,2%	1,4%	1,3%	2,2%	1,4%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,8%	1,0%	6,7%	0,9%	1,2%	6,7%
U - Activités extra-territoriales	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	1,0%	2,2%	3,1%	0,5%	1,7%	3,1%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2020 - juin 2021) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur			Total
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	25,4%	25,4%	49,3%	100,0%
B - Industries extractives	66,7%	0,0%	33,3%	100,0%
C - Industrie manufacturière	66,4%	9,1%	24,5%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	37,0%	44,4%	18,5%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	51,7%	27,6%	20,7%	100,0%
F - Construction	57,2%	8,4%	34,4%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	54,8%	19,7%	25,5%	100,0%
H - Transports et entreposage	43,9%	13,6%	42,5%	100,0%
I - Hébergement et restauration	29,1%	15,4%	55,5%	100,0%
J - Information et communication	50,6%	11,2%	38,2%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	43,7%	11,0%	45,4%	100,0%
L - Activités immobilières	35,8%	27,6%	36,6%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	44,1%	12,6%	43,3%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	45,9%	10,5%	43,5%	100,0%
O - Administration publique	6,7%	80,8%	12,5%	100,0%
P - Enseignement	25,3%	26,9%	47,8%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	35,0%	38,6%	26,4%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	28,4%	33,3%	38,3%	100,0%
S - Autres activités de services	34,0%	30,5%	35,5%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10,3%	7,0%	82,7%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	29,2%	12,5%	58,3%	100,0%
Z - Non déterminé	20,5%	22,8%	56,7%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2020 - juin 2021) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2021				% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2021		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	520	450	630	1 600	0,3%	0,4%	0,5%
B - Industries extractives	160	40	80	280	0,1%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	21 620	3 850	5 900	31 370	10,6%	3,1%	4,6%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	500	1 040	200	1 740	0,2%	0,8%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	920	740	250	1 910	0,5%	0,6%	0,2%
F - Construction	28 840	4 650	16 860	50 350	14,2%	3,8%	13,1%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	31 120	9 560	11 260	51 940	15,3%	7,7%	8,7%
H - Transports et entreposage	14 620	7 620	9 430	31 670	7,2%	6,2%	7,3%
I - Hébergement et restauration	7 680	2 410	10 390	20 480	3,8%	2,0%	8,1%
J - Information et communication	11 230	4 000	5 810	21 040	5,5%	3,2%	4,5%
K - Activités financières et d'assurance	24 190	9 360	17 530	51 080	11,9%	7,6%	13,6%
L - Activités immobilières	1 110	1 090	1 130	3 330	0,5%	0,9%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	21 420	6 460	16 000	43 880	10,5%	5,2%	12,4%
N - Activités de services administratifs et de soutien	12 840	2 500	9 860	25 200	6,3%	2,0%	7,7%
O - Administration publique	3 400	44 810	3 610	51 820	1,7%	36,3%	2,8%
P - Enseignement (privé)	1 710	1 590	2 230	5 530	0,8%	1,3%	1,7%
Q - Santé humaine et action sociale	17 090	18 050	8 430	43 570	8,4%	14,6%	6,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	910	920	630	2 460	0,4%	0,7%	0,5%
S - Autres activités de services	2 300	2 640	1 990	6 930	1,1%	2,1%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	800	680	4 440	5 920	0,4%	0,6%	3,4%
U - Activités extra-territoriales	270	130	420	820	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	450	790	1 720	2 960	0,2%	0,6%	1,3%
Total	203 700	123 380	128 800	455 880	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2020 - juin 2021) – partie 1

	Recrutements					Fins de contrat					% du secteur dans les recrutements	
	CDD				Total	CDI	Total	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
	<= 1 mois	2 - 6 mois	7 - 12 mois	> 12 mois								
A - Agriculture, sylviculture et pêche	60	120	70	0	250	460	710	160	480	640	0,7%	0,5%
B - Industries extractives	0	10	0	0	10	20	30	10	30	40	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	180	870	480	50	1 580	3 930	5 510	900	5 180	6 080	4,2%	4,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10	0	20	0	30	240	270	20	160	180	0,1%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0	20	30	0	50	240	290	30	190	220	0,1%	0,3%
F - Construction	760	1 970	590	40	3 360	12 560	15 920	2 360	11 820	14 180	8,9%	13,5%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1 060	3 930	940	120	6 050	9 430	15 480	4 320	10 500	14 820	16,1%	10,1%
H - Transports et entreposage	240	1 050	560	30	1 880	5 720	7 600	1 230	5 940	7 170	5,0%	6,2%
I - Hébergement et restauration	360	1 210	310	30	1 910	6 270	8 180	1 530	7 090	8 620	5,1%	6,7%
J - Information et communication	310	570	190	90	1 160	4 630	5 790	850	4 220	5 070	3,1%	5,0%
K - Activités financières et d'assurance	90	1 560	570	190	2 410	8 700	11 110	1 580	8 020	9 600	6,4%	9,4%
L - Activités immobilières	40	110	40	0	190	1 150	1 340	160	1 140	1 300	0,5%	1,2%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	290	1 770	430	180	2 670	11 410	14 080	1 910	10 360	12 270	7,1%	12,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 010	2 600	500	50	5 160	5 940	11 100	3 760	6 430	10 190	13,7%	6,4%
O - Administration publique	820	1 210	1 280	450	3 760	5 500	9 260	3 010	4 010	7 020	10,0%	5,9%
P - Enseignement (privé)	60	460	230	420	1 170	650	1 820	900	550	1 450	3,1%	0,7%
Q - Santé humaine et action sociale	550	2 750	1 150	290	4 740	7 650	12 390	3 430	7 110	10 540	12,6%	8,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	30	120	140	60	350	460	810	300	510	810	0,9%	0,5%
S - Autres activités de services	60	210	140	50	460	1 540	2 000	310	1 580	1 890	1,2%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	20	10	0	40	3 950	3 990	30	4 070	4 100	0,1%	4,2%
U - Activités extra-territoriales	50	30	70	40	190	50	240	110	60	170	0,5%	0,1%
Z - Non déterminé	50	120	30	20	220	2 460	2 680	120	1 370	1 490	0,6%	2,6%
Total	7 040	20 710	7 780	2 110	37 640	92 960	130 600	27 030	90 820	117 850	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2020 - juin 2021) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		Total
	CDD	CDI	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	35,2%	64,8%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	28,7%	71,3%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	11,1%	88,9%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	17,2%	82,8%	100,0%
F - Construction	21,1%	78,9%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	39,1%	60,9%	100,0%
H - Transports et entreposage	24,7%	75,3%	100,0%
I - Hébergement et restauration	23,3%	76,7%	100,0%
J - Information et communication	20,0%	80,0%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	21,7%	78,3%	100,0%
L - Activités immobilières	14,2%	85,8%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19,0%	81,0%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	46,5%	53,5%	100,0%
O - Administration publique	40,6%	59,4%	100,0%
P - Enseignement (privé)	64,3%	35,7%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	38,3%	61,7%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	43,2%	56,8%	100,0%
S - Autres activités de services	23,0%	77,0%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1,0%	99,0%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	79,2%	20,8%	100,0%
Z - Non déterminé	8,2%	91,8%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2020 - juin 2021) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2021			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2021	
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
A - Agriculture, sylviculture et pêche	130	1 470	1 600	0,5%	0,3%
B - Industries extractives	10	270	280	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 330	30 040	31 370	5,1%	7,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	1 720	1 740	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	1 860	1 910	0,2%	0,4%
F - Construction	1 790	48 560	50 350	6,8%	11,3%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3 620	48 320	51 940	13,8%	11,2%
H - Transports et entreposage	1 250	30 420	31 670	4,8%	7,1%
I - Hébergement et restauration	1 020	19 460	20 480	3,9%	4,5%
J - Information et communication	610	20 430	21 040	2,3%	4,8%
K - Activités financières et d'assurance	1 990	49 090	51 080	7,6%	11,4%
L - Activités immobilières	90	3 240	3 330	0,3%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 880	42 000	43 880	7,2%	9,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 060	23 140	25 200	7,8%	5,4%
O - Administration publique	3 590	48 230	51 820	13,7%	11,2%
P - Enseignement (privé)	1 680	3 850	5 530	6,4%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	4 140	39 430	43 570	15,8%	9,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	280	2 180	2 460	1,1%	0,5%
S - Autres activités de services	390	6 540	6 930	1,5%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	20	5 900	5 920	0,1%	1,4%
U - Activités extra-territoriales	230	590	820	0,9%	0,1%
Z - Non déterminé	80	2 880	2 960	0,3%	0,7%
Total	26 260	429 620	455 880	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2020 - juin 2021) - partie 1

	Recrutements				% du secteur dans les recrutements		
	Au voisinage du SSM			Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
	SSM non qualifié	SSM qualifié	Total				
A - Agriculture, sylviculture et pêche	330	90	420	290	710	1,0%	0,3%
B - Industries extractives	0	10	10	20	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 100	670	1 770	3 740	5 510	4,3%	4,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10	10	20	250	270	0,0%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	40	100	190	290	0,2%	0,2%
F - Construction	3 280	2 400	5 680	10 240	15 920	13,8%	11,5%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6 080	1 770	7 850	7 620	15 470	19,1%	8,5%
H - Transports et entreposage	1 720	1 370	3 090	4 510	7 600	7,5%	5,0%
I - Hébergement et restauration	4 050	830	4 880	3 300	8 180	11,9%	3,7%
J - Information et communication	390	460	850	4 940	5 790	2,1%	5,5%
K - Activités financières et d'assurance	1 420	350	1 770	9 350	11 120	4,3%	10,5%
L - Activités immobilières	200	220	420	920	1 340	1,0%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 440	1 050	2 490	11 600	14 090	6,0%	13,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 920	700	2 620	8 490	11 110	6,4%	9,5%
O - Administration publique	920	370	1 290	7 970	9 260	3,1%	8,9%
P - Enseignement (privé)	120	370	490	1 320	1 810	1,2%	1,5%
Q - Santé humaine et action sociale	2 770	1 250	4 020	8 370	12 390	9,8%	9,4%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	180	80	260	550	810	0,6%	0,6%
S - Autres activités de services	470	380	850	1 150	2 000	2,1%	1,3%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	640	200	840	3 150	3 990	2,0%	3,5%
U - Activités extra-territoriales	0	10	10	230	240	0,0%	0,3%
Z - Non déterminé	1 190	260	1 450	1 220	2 670	3,5%	1,4%
Total	28 290	12 890	41 180	89 420	130 600	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2020 - juin 2021) - partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	59,2%	40,8%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	32,1%	67,9%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	7,4%	92,6%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	34,5%	65,5%	100,0%
F - Construction	35,7%	64,3%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	50,7%	49,3%	100,0%
H - Transports et entreposage	40,7%	59,3%	100,0%
I - Hébergement et restauration	59,7%	40,3%	100,0%
J - Information et communication	14,7%	85,3%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	15,9%	84,1%	100,0%
L - Activités immobilières	31,3%	68,7%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	17,7%	82,3%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	23,6%	76,4%	100,0%
O - Administration publique	13,9%	86,1%	100,0%
P - Enseignement (privé)	27,1%	72,9%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	32,4%	67,6%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	32,1%	67,9%	100,0%
S - Autres activités de services	42,5%	57,5%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	21,1%	78,9%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,2%	95,8%	100,0%
Z - Non déterminé	54,3%	45,7%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2020 - juin 2021) - partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2021			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2021	
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
A - Agriculture, sylviculture et pêche	690	910	1 600	0,9%	0,2%
B - Industries extractives	20	260	280	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4 600	26 770	31 370	6,2%	7,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	40	1 700	1 740	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	240	1 670	1 910	0,3%	0,4%
F - Construction	8 670	41 680	50 350	11,7%	10,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17 940	34 000	51 940	24,3%	8,9%
H - Transports et entreposage	6 350	25 320	31 670	8,6%	6,6%
I - Hébergement et restauration	10 280	10 200	20 480	13,9%	2,7%
J - Information et communication	1 370	19 670	21 040	1,9%	5,1%
K - Activités financières et d'assurance	1 420	49 650	51 070	1,9%	13,0%
L - Activités immobilières	680	2 650	3 330	0,9%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 310	40 570	43 880	4,5%	10,6%
N - Activités de services administratifs et de soutien	3 820	21 390	25 210	5,2%	5,6%
O - Administration publique	1 290	50 530	51 820	1,7%	13,2%
P - Enseignement (privé)	460	5 070	5 530	0,6%	1,3%
Q - Santé humaine et action sociale	7 260	36 310	43 570	9,8%	9,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	420	2 040	2 460	0,6%	0,5%
S - Autres activités de services	2 120	4 810	6 930	2,9%	1,3%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	960	4 960	5 920	1,3%	1,3%
U - Activités extra-territoriales	20	800	820	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	1 840	1 130	2 970	2,5%	0,3%
Total	73 800	382 090	455 890	100,0%	100,0%